



# DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

PROJET DE PLATEFORME DE CONCASSAGE, CRIBLAGE,  
BROYAGE ET RECYCLAGE DE MATERIAUX

BRUNO TP  
SAINTE-FOY-TARENTEISE (73)

Phase instruction - Réponses aux demandes de  
compléments DREAL



**KALIÈS**

Étude & conseil  
en environnement,  
énergie & risques industriels

## REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
04/10/2023	1	Création du document

Ce dossier a été réalisé par :



Agence Auvergne-Rhône-Alpes  
Espace des portes de l'Est  
Lieu-dit Champ-Dolin  
11 rue Aimé Cotton  
69800 SAINT-PRIEST  
04 87 34 05 14

Rédigé par :  
**DELLONG Maud**

**Chargée d'affaires**

Et validé par :  
**BAYLE Sophie**

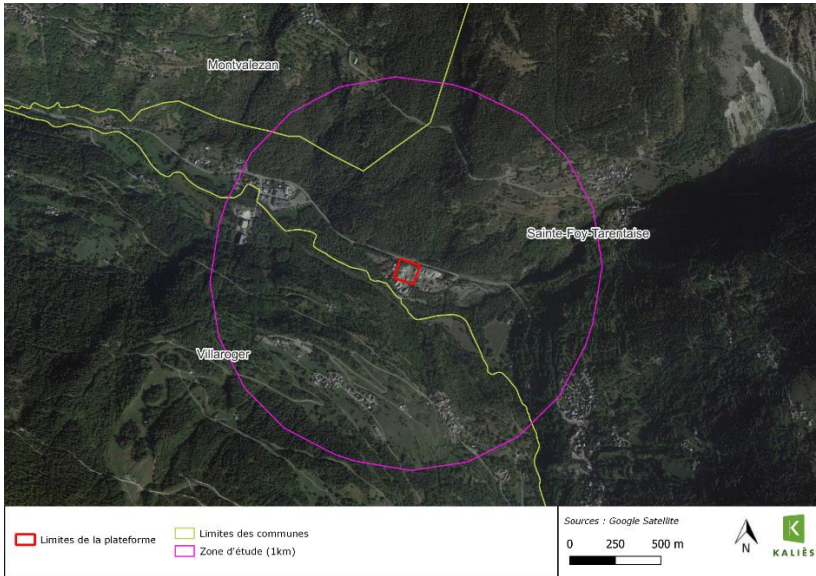
**Responsable d'Agence Kaliès Auvergne-Rhône-Alpes**

## PREAMBULE

La société BRUNO TP, exploitant des installations mobiles de traitement de matériaux et station de transit associée, sur la commune de Sainte-Foy-Tarentaise (73), a déposé une demande d'enregistrement en régularisation relative à ses activités sur la plateforme gouvernementale GunEnv, le 05 mai 2023.

Dans le cadre de la phase d'instruction de la demande d'enregistrement, la DREAL a formulé des demandes de compléments dans un courrier en date du 6 juin 2023.

Le tableau ci-après présente les demandes et les réponses apportées par BRUNO TP.

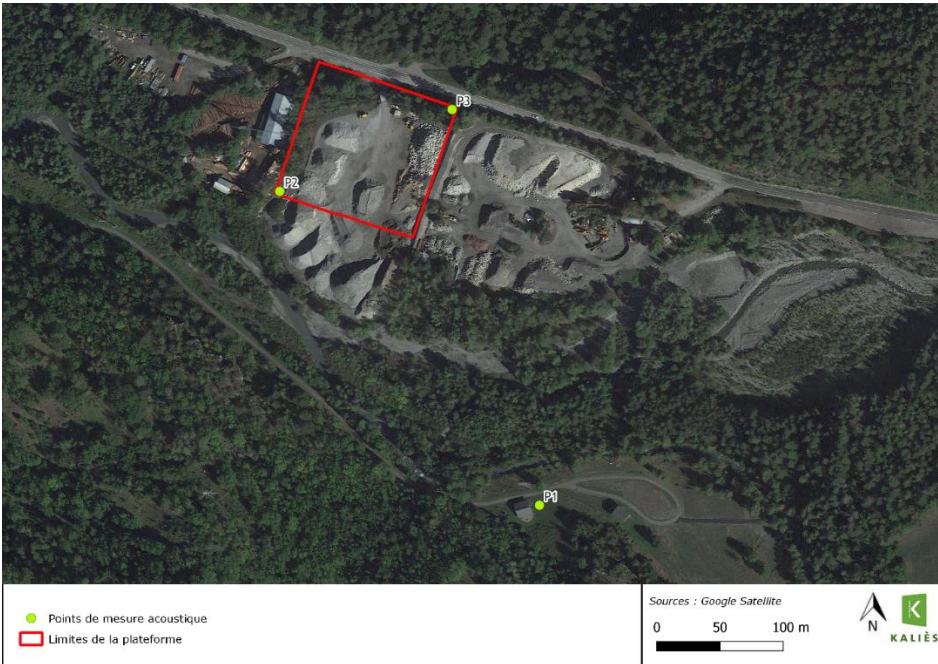
Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
Respecter la numérotation des pièces jointes de 1 à 20, tel que fixé par l'article R.512-46-4 du Code de l'Environnement.	La numérotation des pièces dans le dossier suit la numérotation présentée dans le guide de la téléprocédure (GUNenv.) en annexe 4 « récapitulatif des fichiers joints ». Le classement des pièces mentionnés à l'article R.512-46-4 du Code de l'Environnement, n'est que la liste des pièces demandées dans le dossier. Cela ne signifie pas que les numéros par lignes correspondent à des numéros de pièces. Toutefois, une correspondance des pièces est présentés dans le paragraphe IX de la pièce jointe n° 1 du dossier d'enregistrement.	/
Caractère non complet du dossier (éléments non exhaustifs)		
1. Un plan, à l'échelle de 1/2 500 est référencé en pièce n° 19. Or ce plan est disponible sous la pièce n° 20 sans que l'échelle soit clairement définie. Par ailleurs le rayon des 100m à partir des abords de l'installation n'est pas matérialisé.  Pour rappel, lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres. Le tracé de la zone de retrait de 20 mètres (prescrite par l'article 5 de l'arrêté ministériel (AM) du 26/11/2012 n'est pas formalisé sur le plan. De fait, son respect n'est pas attesté.	La correction est apportée au plan 1/2 500.	Pièce jointe n° 19 de l'étape 8 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.)
2. Il convient de préciser les éventuelles communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation projetée (rayon d'affichage fixé par l'article R.512-46-11 du code de l'environnement)	<p>Les communes avoisinantes (voir la vue aérienne ci-dessous) comprises dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Montvalezan (709 habitants) à 3 km au nord-ouest ;</li><li>• Villaroger (360 habitants) à 660 m au sud-est. ;</li></ul> <p><i>Nota 1 : les distances sont données depuis les limites du site exploité par Bruno TP jusqu'au centre des communes concernées.</i></p> <p><i>Nota 2 : les données proviennent des populations recensées en 2019 par l'Institut National de la statistique et des études économiques (INSEE).</i></p> 	Inclus au paragraphe IV.1 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.)
3. Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/500 est disponible dans le dossier. Cette échelle plus réduite est admise par l'administration. Pour autant, les dispositions des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau ne sont pas matérialisées. Le rayon de 50m (guide de justification) n'est pas visible.	La correction est apportée sur la carte au 1/200 (comme demandé par l'article R512-46-4 du Code de l'Environnement).  Note : Aucun réseau n'est présent sur le site. Voir le courrier de confirmation de la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise transmis le 23 juin 2023.	Pièce jointe n° 20 de l'étape 8 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.) & Annexe 3 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUN env.)
4. Précisions attendues sur la proposition du demandeur sur le type d'usage futur, au sens du I de l'article D. 556-1-A, du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.	La remise en état du site sera adaptée à sa future utilisation. La demande d'avis du Maire de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise a été signé par le Maire lui-même le 10 août 2023.	Demande d'avis du Maire de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise (propriétaire du site) en annexe 2 de la pièce jointe n° 1 du dossier d'enregistrement.

Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
		& Pièce jointe n° 12 de l'étape 7 du dossier d'enregistrement. <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
5. Absence de bilan de conformité vis-à-vis des dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517.	Le bilan de conformité vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/14 est déjà dans la pièce jointe n° 2 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).	Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n° 2 de l'étape 3).
6. Absence de notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation des matériaux (art. 6 et 37 de l'AM).	Le site dispose d'un laveur mobile pour les camions en entrée et en sortie de la plateforme. Le laveur est principalement destiné à éviter les salissures (boues, terres, déchets...) entraînées par les camions. Nettoyage des voies de dessertes de proximité afin de garantir en permanence des conditions de circulation satisfaisantes. Réfection des chaussées, soit après les 6 mois d'activités, soit en cours d'activités si les conditions de sécurité sont remises en cause du fait de leur dégradation, occasionnée par le passage des engins.	Pièce jointe n° 8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement. & Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n° 2 de l'étape 3). <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
7. Précisions attendues sur les dispositions envisagées par le pétitionnaire pour le nettoyage de la chaussée au droit de l'embranchement du chemin d'accès au site et de la départementale.	Nettoyage des voies de dessertes de proximité afin de garantir en permanence des conditions de circulation satisfaisantes. Réfection des chaussées, soit après les 6 mois d'activités, soit en cours d'activités si les conditions de sécurité sont remises en cause du fait de leur dégradation, occasionnée par le passage des engins.	Pièce jointe n° 8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement. & Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n° 2 de l'étape 3). <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
8. Absence d'un exemplaire de la liste des personnes autorisées sur site, ainsi que leur fonction.	Les effectifs projetés seront d'environ 2 personnes à temps plein sur le site. Il s'agit principalement de deux conducteurs d'engins, dont l'un est nommé responsable du site.	Inclus au paragraphe V.1 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.)
9. Précisions attendues sur les canalisations présentes sur le site (art. 13).	Aucun réseau n'est présent sur site. Voir le courrier de confirmation de la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise transmis le 23 juin 2023, disponible en annexe 3 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.	Inclus au paragraphe V.4 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. & Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n° 2 de l'étape 3). & Annexe 3 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
10. Précisions attendues sur les moyens de lutte contre l'incendie (art. 17). En particulier, les justifications permettant de garantir que l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques devront être transmis dans le dossier (un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie d'un réseau public ou privé [...], accord du SDIS si les moyens disponibles sont inférieurs à ceux énoncés à l'article 17...)	• Extincteurs Des extincteurs sont répartis dans le bâtiment de bureau, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Le bungalow de bureau sera également équipé d'une alarme incendie. De plus, le centre de secours le plus proche se trouve à Bourg Saint Maurice, à environ 8 km au nord-est du site. Le personnel est formé au maniement des moyens de lutte contre l'incendie.	Inclus au paragraphe V.4.3 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. &

Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Besoins en eau d'extinction incendie</li> </ul> <p>En complément des extincteurs présents sur site, un bassin de récupération des eaux incendie de capacité 120 m³ sera mis en place au sud du site. Ce bassin permettra de répondre à un besoin de 2h.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositifs d'extinction incendie</li> </ul> <p>En complément du bassin, au besoin, les services de secours auront la possibilité de pomper l'eau de la rivière Le Torrent de Saint-Claude, dont le débit est constant tout au long de l'année.</p>	<p>Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n°2 de l'étape 3).</p> <p><i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i></p>
11. Absence de consignes d'exploitation.	<p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble du site décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions de l'arrêté d'exploiter du site.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des machines (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles sont à la disposition du personnel.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La liste des vérifications à effectuer avant le remplissage des réservoirs de stockage et les conditions dans lesquelles cette opération doit avoir lieu,</li> <li>La liste des vérifications à effectuer avant l'alimentation de la et les conditions dans lesquelles cette opération doit avoir lieu,</li> <li>Les différents modes opératoires,</li> <li>Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales,</li> <li>Les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,</li> <li>La nature et la fréquence des contrôles des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,</li> <li>Les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance des équipements réalisées par l'exploitant (et non par une entreprise prestataire ou un vérificateur agréé).</li> </ul>	<p>Inclus au paragraphe V de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.)</p>
12. Absence de la liste des matériels soumis à maintenance.	<p>Le responsable du site établi et tient à jour un carnet de maintenance pour chacune des machines (concasseur, crible par exemple), afin de consigner toutes les opérations concourant à la maintenance indispensable à la bonne gestion des appareils utilisés sur le site pendant les 6 mois d'activités.</p>	<p>Inclus au paragraphe V.4.2 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.)</p>
13. Précisions attendues sur le volume de prélèvement maximum effectué dans le réseau public et absence de plan des réseaux d'eau (art. 23).	<p>Aucun réseau n'est présent sur site. Voir le courrier de confirmation de la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise transmis le 23 juin 2023, disponible en annexe 3 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>Le schéma du circuit de l'eau est présenté au paragraphe V.5 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p>	<p>Inclus au paragraphe V.5 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Pièce jointe n°8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement.</p> <p><i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i></p>
14. Absence de plan des réseaux et des dispositifs de traitement et absence de note justifiant leurs dimensionnement (art. 29).	<p>Aucun réseau n'est présent sur site. Voir le courrier de confirmation de la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise transmis le 23 juin 2023, disponible en annexe 3 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p>	<p>Inclus au paragraphe IV.4.1 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n°2 de l'étape 3).</p> <p>&amp;</p> <p>Annexe 3 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p>

Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
		<i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
15. Absence de précision sur l'existence et la vulnérabilité d'éventuelles nappes (art. 30).	<p>Aucun prélèvement direct dans la nappe n'est réalisé sur le site.</p> <p>Bien qu'une partie des eaux pluviales de la plateforme s'infiltrent directement dans le sol, puisque ce dernier n'est pas imperméabilisé, celles-ci rejoignent directement un bassin de rétention de 120 m³ au sud du site.</p> <p>L'exploitant engendrera trois types d'effluents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les eaux usées domestiques issues des sanitaires. Ces eaux seront rejetées à une fosse septique qui est vidangée et dont les eaux sont transportées vers la STEP de Bourg Saint-Maurice.</li><li>- Les eaux issues du lavage des roues, rejoignent directement le bassin de décantation au sud du site. Ce bassin est ensuite curé une fois sa limite atteinte, puis les eaux sont infiltrées dans les massifs de matériaux. Le site ne génère aucun rejet d'eau industrielle.</li></ul> <p>Une vanne d'obturation sera mise en place en sortie du bassin afin d'éviter que les eaux incendie ne partent vers le milieu naturel en cas de débordement (lors d'un orage violent par exemple).</p>	Pièce jointe n°8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).
16. Précisions attendues sur les dispositions envisagées par le pétitionnaire pour le captage des poussières, le stockage des produits pulvérulents et assurer une brumisation des stockages par temps sec et venteux (article 37 de l'AM).	<p>Les stocks de déblais et de matériaux sur le site seront régulièrement humidifiés afin d'empêcher les envols de poussières. Ces actions seront principalement mises en place par temps secs et lors d'une vitesse de vent assez forte.</p>	<p>Pièce jointe n°8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n°2 de l'étape 3).</p> <p><i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i></p>
17. Absence de document comportant une rose des vents indiquant la répartition et la vitesse moyenne des vents calculée sur au moins deux ans et précisant le nombre et l'emplacement des points de mesures (y compris un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »)).  Le dossier ne comporte également pas de note descriptive relative au programme prévisionnel de surveillance des émissions diffuses dans l'air précisant, par ailleurs, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure seront installés et exploités afin d'assurer une surveillance de la qualité de l'air au regard des retombées des poussières ainsi que les modalités d'obtention des informations relatives à la vitesse et à la direction du vent (art. 39, 40, 41 et 42).	<p>La station météorologique la plus proche du site d'étude est la station Météo France de Bourg St Maurice, à environ 8,6km au nord-ouest. Mise en service en 1946, cette station météorologique permet de connaître en continu l'évolution des indicateurs météorologiques.</p> <p>Le climat est de type tempéré froid (Source : Climate data). De fortes averses s'abattent toute l'année sur la commune. Même lors des mois les plus secs, les précipitations restent assez importantes.</p> <p>La température maximale sur la commune est en moyenne de 16,3°C sur l'année (2°C en janvier à 17°C en août). Il pleut 2 360mm sur l'année, avec un minimum de 128mm en septembre et un maximum de 298mm en mai (Source : Météo France).</p> <p>Sur la base des observations entre septembre 2020 et mai 2023, la rose des vents pour la station météo à Bourg Saint Maurice est présentée ci-dessous (source : Windfinder.com).</p> <p>La rose des vents met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Une forte proportion entre vent de l'ouest et du sud-ouest.</li><li>- Vent majoritairement de secteur sud-ouest avec des vents forts plus importants au mois d'octobre pour des vents de direction ouest et une vitesse moyenne de 16,8 km/h.</li><li>- Les roses des vents observées sur les 6 mois d'activités du site montrent des vents plus majoritaires et de direction sud-ouest au mois de juillet-août ; avec tout de même des vents de forte intensité de direction ouest au mois d'octobre et mai.</li></ul>	<p>Programme de surveillance inclus au paragraphe VII de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Pièce jointe n°8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</p>



Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
	<p>Ainsi, durant les 6 mois d'activité du site, en période estivale, il est préconisé de faire une campagne de 30 jours au mois d'octobre. Un programme de surveillance environnementale des rejets atmosphériques est proposé au chapitre VII de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p>	
18. Absence de plan de localisation des points de mesure de bruit.	<p>L'acquisition des niveaux sonores sera réalisée pendant une période représentative du fonctionnement normal du site, soit pendant les 6 mois d'activités entre mai et octobre, sur une période de 24h. Elles seront principalement effectuées dans les plages horaires représentatives de l'activité du site, à savoir de 8h à 18h.</p> <p>Ces mesures nécessitent des conditions climatiques favorables (pas de pluie marquée, ni de grands vents). En se basant sur la rose des vents de la station météorologique de Bourg Saint Maurice, le mois le plus avantageux pour les mesures acoustiques serait le mois de juin.</p> <p>Deux points de mesure seront positionnés en limite du site et un point de mesure en Zone à Emergence Réglementée, au niveau de l'habitation identifiée au sud-est du site (voir figure ci-dessous).</p>  <p>Un plan de surveillance acoustique est proposé au chapitre VII de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p>	<p>Programme de surveillance inclus au paragraphe VII de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Pièce jointe n°8 de l'étape 6 du dossier d'enregistrement (en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</p>
19. Absence de note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits.	<p>Les déchets produits par le site sont constitués de déchets liés aux opérations de concassage et de criblage, des déchets d'entretien et de maintenance des équipements, ainsi que des déchets liés à la présence humaine sur le site.</p> <p>Les principaux déchets générés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des refus de crible. Ceux-ci seront traité séparément.</li><li>- Des déchets de bureau et du réfectoire assimilés à des déchets municipaux en mélange ;</li><li>- Des déchets encombrants (faible quantité).</li></ul> <p>Aucun brûlage à l'air libre ne sera pratiqué.</p>	<p>Inclus au paragraphe V.7 de la pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.</p> <p>&amp;</p> <p>Inclus au paragraphe V de la pièce jointe n°15 de l'étape 7 du dossier d'enregistrement.</p> <p><i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i></p>



Objet de la demande	Forme de la réponse	Localisation des éléments de réponse au sein du dossier
	Aucun déchet dangereux n'est produit sur le site. Un tableau synthétisant l'ensemble des déchets générés sur le site est présenté au paragraphe V.6 de la pièce jointe n° 1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.	
Caractère non régulier du dossier (éléments non exhaustifs)		
1. Dans le cadre de sa demande, le pétitionnaire se place dans une situation où « l'installation fonctionne sur une période unique inférieure ou égale à 6 mois ». Pour autant, cette interprétation est erronée dans la mesure où le fonctionnement des installations est renouvelée chaque année et ne se limite pas à un fonctionnement « unique ». Ce point est appuyé par le fait que le pétitionnaire se classe lui-même vis-à-vis de la rubrique 2515-1.a de la nomenclature ICPE et non vis-à-vis de la rubrique 2515-2. L'ensemble des dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 lui est donc applicable.  Par ailleurs, le pétitionnaire indique à la page 1 de la PJ n°2 que « l'arrêté du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes » lui est applicable. Or l'article 1er de l'arrêté du 26/11/2012 précise : « Il fixe également les prescriptions applicables aux zones d'entreposage des produits minéraux (pulvérulents ou non) ou de déchets non dangereux inertes (pulvérulents ou non). Les installations soumises aux rubriques n° 2516 ou 2517 de la nomenclature des installations classées, qui relèvent également du régime d'enregistrement de la rubrique n° 2515, sont entièrement régies par le présent arrêté. Les arrêtés relatifs à ces autres rubriques ne leur sont alors pas applicables. ». L'AM du 10/12/2013 n'est pas applicable à l'installation objet du présent dossier	La correction est apportée dans les pièces jointes n°1 et n°2 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement.	Pièce jointe n°1 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. & Document de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (pièce jointe n°2 de l'étape 3). <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>
2. La justification de la conformité au document d'urbanisme apportée par le pétitionnaire au travers de son dossier n'est pas suffisante dans la perspective de la consultation du dossier par le public. Aussi, le pétitionnaire doit renforcer son argumentation afin d'avoir la capacité d'attester de la compatibilité de l'activité projetée avec l'affectation des sols prévue par le PLU de Ste-Foy-Tarentaise.	Courrier de la mairie par rapport à la compatibilité de l'activité avec l'affectation des sols prévue par le PLU reçus le 23 juin 2023.	Pièce jointe n°4 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. & Annexe 1 de cette pièce jointe n°4 (courriel de confirmation du Maire par rapport à la compatibilité de l'affectation des sols prévue par le PLU et les activités du site.
Eléments permettant au préfet d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes		
3. Une confirmation de la compatibilité du projet aux prescriptions du PPRN devra être apportée par le service risques de la DDT de la Savoie.	Suite à un échange entre la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise et le Département Départementale des Territoires de Savoie, ce dernier confirme la compatibilité du projet aux prescriptions du PPRN (voir annexe 2 de la pièce jointe n°4 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement).	Annexe 2 de la pièce jointe n°4 de l'étape 3 du dossier d'enregistrement. <i>Note : (numérotation en référence à l'annexe 4 du guide de la téléprocédure GUNenv.).</i>

